

Trusts et fiscalité française

Comment en assurer l'efficacité et l'effectivité ?

1 jour (7 heures)

à partir de

1 095 € HT par personne (TVA en vigueur)

Contenu mis à jour le 29/09/2026. Document téléchargé le 07/10/2026.

EFE vous propose de mesurer la portée pratique et effective des dernières jurisprudences et contentieux en matière de Trust. Si vos clients ont constitué un trust alors le droit civil et la fiscalité française se posent comme un redoutable ennemi à son effectivité et efficacité.

14 ans après l'entrée en vigueur de la loi du 31 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 sur la fiscalité des trusts, les jurisprudences fiscales en la matière se multiplient. La combinaison entre les régimes de transparence applicables pour les droits de mutation à titre gratuit (et IFI) et d'opacité pour les besoins de l'impôt sur le revenu reste toutefois floue, et soulève des problèmes de cohérence que nos experts vont démêler pour vous..

À la lumière de la pratique des trusts, nos experts en droit international privé et en fiscalité internationale échangeront avec vous leurs analyses pratiques.

Cette conférence exceptionnelle, organisée par EFE le jeudi 3 avril prochain, est l'occasion unique de faire le point sur ces nouvelles problématiques techniques grâce à des exposés pratiques et des études de cas concrets

Objectifs

- Identifier et mettre en pratique les opportunités offertes par les trusts dans le cadre d'une gestion d'un patrimoine internationalisé
- Définir de nouvelles stratégies patrimoniales pour accompagner vos clients en prenant en compte les spécificités et contraintes des trusts
- Maîtriser la pratique des trusts pour accompagner vos clients dans la gestion et la transmission de son patrimoine

Compétences acquises

- **Accompagner vos clients dans leurs stratégies patrimoniale et familiale** tant en France qu'à l'étranger
- **Maîtriser le traitement civil et fiscal des trusts** de vos clients à l'impôt sur le revenu, à l'IFI et lors des transmissions
- Proposer et mettre en place **des opérations sur mesure pour assurer le respect des normes françaises**

À qui s'adresse cette conférence ?

- Ingénieurs patrimoniaux
- Notaires
- Experts-comptables
- Fiscalistes
- Avocats
- Gestionnaires de fortunes
- Conseillers en gestion de patrimoine
- Banquiers privés
- Chefs d'entreprise
- Family Officers

Programme

Trusts et fiscalité française

Que doit contenir le deed of trust ?

- Quelles incidences de la nature du trust ?
- Que faut-il prévoir dans la « Letter of Wishes » ?
- Trust révocable vs trust irrévocable
- Validité du trust : une appréhension autonome et indépendante ?

Comment le trust s'intègre et interfère-t-il avec le droit civil français ?

- Quelles incidences des régimes matrimoniaux ? à quelles conditions faut-il prendre en compte le trust ?
- Que faire de la réserve héréditaire ?
- L'« ordre public français » : concrètement, quelles règles doit-on respecter ?
- Que faire face à un conflit de norme ? Comment l'appréhender en droit international privé ?

- Quelles sont les règles de jouissances des biens par le constituant, le trustee ou le bénéficiaire ?

Pourquoi utiliser le trust dans sa gestion patrimoniale ?

- Le trust, la seule solution pour s'assurer d'une bonne gestion et transmission d'un patrimoine international ?
- Gestion d'un patrimoine intellectuelle et artistique : quelles spécificités prévoir ?
- Quelle protection des droits d'un mineur ?
- Patrimoine immobilier, la bonne idée pour garantir une fructification sans frottement ?
- Trust et mécénat : comment l'articuler avec la législation française ?

Comment se protéger face à un trust ?

- Quelles actions possibles de la part des créanciers ?
- Quelles actions mener face à un trust qui menace ses intérêts ?
- Quels droits ont les héritiers écartés du trust ?
- Quelle protection possible des actifs face au trustee ?
- Quelles sont les limites à la liberté contractuelle ?

Imputation, rapport et réduction : comment intégrer le trust à la liquidation d'une succession française ?

- Comment surmonter la logique successorale anglo-américaine face au droit français ?
- Quelles obligations incombent au notaire ?

Matinée animée par :

Thomas MAERTENS, Notaire Associé
LACOURTE NOTAIRES ASSOCIÉS

Quel champ d'application de la législation fiscale française sur les trusts ?

- Comment évolue la jurisprudence sur le champ d'application de la réglementation fiscale ? Les entités dépourvues de personnalité morale sont-elles couvertes ?
- Quel apport de l'arrêt de la CAA de Versailles de mai 2023 concernant une fondation allemande ?

Comment distinguer les distributions taxables des attributions d'actifs non imposables ?

- Quel apport des arrêts de la CAA de Paris d'avril 2023 et de juin 2023 sur la portée de l'article 120, 9° du CGI sur les revenus distribués et sur les critères de distinction à mettre en œuvre ?
- Qu'en est-il de la possibilité d'utiliser des crédits d'impôt compte tenu de l'arrêt de la CAA de Toulouse du 25 mai 2022 ?
- L'administration peut-elle invoquer l'abus de droit ? Que dit le comité de l'abus de droit fiscal dans son avis de septembre 2022 ?

Quelle application de l'article 123 bis sur les revenus non distribués ?

- Que dit la jurisprudence rendue en 2022 et 2023 ?
- Quelles preuves et démonstrations effectuer pour éviter l'application de l'article 123 bis ?

Comment se présente le contexte franco-américain compte tenu de l'avis du Conseil d'État du 18 avril 2023 ?

- Des doubles impositions sont-elles à craindre entre la France et les États-Unis ? Quid des trusts américains recevant des revenus immobiliers ?

Quel champ d'application des droits de mutation à titre gratuit ?

- Que faut-il déclarer ? Qu'en est-il si les actifs restent dans le trust sans être attribués aux bénéficiaires ?
- Comment régler la sortie ultérieure des biens mis en trust ?
- Quel risque de reconnaissance du caractère fictif du trust ?
- Quels sont les problématiques conventionnelles ?

Trust et impôt sur la fortune immobilière (IFI)

- Qui doit déclarer les actifs immobiliers ?
- Faut-il distinguer selon les types de trust ? Comment traiter les cas des trusts irrévocables ?
- Comment faire ressortir la valeur du patrimoine immobilier du trust ? Que faire lorsque les informations sont difficiles voire impossibles à obtenir ?
- Quel passif est déductible ?

Un trustee non-résident peut-il être redevable du prélèvement compte tenu des conventions fiscales ?

- Quel est le sens de l'arrêt de la CA de Paris du 6 février 2023 ? Est-il contestable ?
- Quelle solidarité entre constituant et bénéficiaires ?

Comment gérer les obligations déclaratives ?

- Quid de la déclaration événementielle et de la déclaration annuelle ?
- Les amendes fiscales sont-elles contestables ?
- Amende fiscale en cas d'insuffisances de déclarations des actifs placés dans un trust : quel montant et quel fonctionnement ?
- Quelle solution retenue par CAA Paris 12 mai 2022 et par CE Ord. 20 juillet 2023 ?
- Quelle articulation entre les obligations du trustee et les contraintes du droit étranger qui le régit ?

Après-midi animée par :

Bruno GOUTHIERE, Avocat Associé
CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS